

## Travaux d'aménagement de l'espace public du Parc aux Lièvres – Phase 2A

### EYPL - ZAC Parc Aux Lièvres Bras de Fer à Évry-Courcouronnes (91)

#### Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Document commun aux 3 lots

Lot 1 : 25-01459/01

Lot 2 : 25-01459/02

Lot 3 : 25-01459/03





## Table des matières

1	DÉFINITIONS.....	5
2	OBJET DES CONTRATS ET DISPOSITIONS DIVERSES .....	5
2.1	Objet des contrats.....	5
2.2	Lieu d'exécution.....	5
2.3	Allotissement .....	5
2.4	Intervenants.....	5
2.4.1	Acheteur .....	5
2.4.2	Autres intervenants.....	6
2.5	Réunions et relations avec les différents intervenants.....	6
2.5.1	Réunions de chantier .....	6
2.5.2	Réunions OPC-IC.....	7
2.6	Représentation des parties.....	7
2.7	Forme des notifications et informations du Titulaire.....	7
3	FORME DES CONTRATS.....	8
4	PIECES DES MARCHES.....	10
4.1	Pieces contractuelles :.....	10
4.2	Pièces non contractuelles .....	11
5	DURÉE DES CONTRATS ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	11
5.1	Durée globale du contrat.....	11
5.2	Délais d'exécution .....	11
5.3	Planning détaillé d'exécution.....	12
5.4	Délais de remise des documents.....	12
5.5	Prolongation des délais d'exécution .....	12
5.6	Intempéries.....	12
6	PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....	13
6.1	Coordination des travaux – Gestion des dépenses communes .....	13
6.2	Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	13
6.3	Etudes d'exécution .....	13
6.4	Provenance des matériaux et produits .....	14
6.5	Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers .....	14
6.5.1	Emplacement des installations de chantier .....	14
6.5.2	Mesures particulières concernant la sécurité et la santé.....	15
6.5.3	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	16
6.5.4	Signalisation de chantier .....	16
6.5.5	Autorisations administratives .....	17
6.5.6	Maintien des communications et de l'écoulement de l'eau .....	17

6.5.7	Garde du chantier en cas de défaillance .....	17
6.5.8	Réduction des nuisances.....	17
6.6	Vérification des prestations.....	17
6.6.1	Essais et contrôles.....	17
6.6.2	Niveau d'obligation prévu au contrat .....	18
6.6.3	Vérification des matériaux et produits.....	18
7	Développement durable .....	18
7.1	Clause environnementale .....	18
7.2	Gestion des déchets .....	18
7.3	Clause sociale .....	19
8	IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX .....	19
8.1	Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général.....	19
8.2	Travaux à proximité des réseaux.....	19
9	NORMES .....	20
10	Obligations du titulaire .....	20
10.1	Dégradations causées aux voies publiques .....	20
10.2	Dommmages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.....	20
10.3	Obligation de vigilance.....	20
10.4	Protection de la main d'œuvre.....	21
10.5	Devoir d'information et de conseil .....	22
10.6	Lutte contre le harcèlement sexuel.....	22
10.7	Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption .....	22
11	FIN DU CONTRAT .....	23
11.1	Repliement de chantier et remise en état des lieux .....	23
11.2	Réception.....	23
11.2.1	Opérations préalables à la réception .....	23
11.2.2	Réception des travaux .....	23
11.3	Réception partielle .....	24
11.4	Document fournis après exécution.....	24
12	GARANTIES .....	25
12.1	Garantie de parfait achèvement.....	25
12.2	Garanties spécifiques .....	25
13	PRIX .....	26
13.1	Nature des prix .....	26
13.2	Contenu des prix .....	26
13.3	Révision des prix .....	27
14	RETENUE DE GARANTIE.....	29

15	SOUS-TRAITANCE.....	29
16	AVANCE – REGLEMENT – DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES .....	30
16.1	Avance .....	30
16.1.1	Montant de l’avance .....	30
16.1.2	Délai de paiement de l’avance .....	30
16.1.3	Remboursement de l’avance .....	30
17	REGLEMENT DES COMPTE.....	30
17.1	Présentation des demandes de paiements.....	30
17.2	Paiement des membres du groupement .....	31
17.3	Régime et périodicité des paiements .....	31
17.4	Délai de paiement.....	31
17.5	Modalités de règlement des prestations supplémentaires ou modificatives .....	32
17.6	Décompte général et définitif .....	32
18	ASSURANCES .....	32
19	PENALITES.....	32
20	POURSUITE DES TRAVAUX APRES ATTEINTE DU MONTANT DU CONTRAT .....	37
21	CLAUSE DE REEXAMEN ET REALISATON DE PRESTATIONS SIMILAIRES .....	37
21.1	Prix nouveaux .....	37
21.2	Prise en considération des incidences financières d’une modification de programme .....	37
21.3	Solution technique innovante .....	38
21.4	Cession du contrat .....	38
21.5	Défaillance du membre d’un groupement .....	39
21.6	Remplacement du mandataire du groupement en cours d’exécution .....	39
21.7	Réalisation de prestations similaires .....	39
22	RESILIATION DES CONTRATS.....	39
22.1	Résiliation pour motif d’intérêt général.....	39
22.2	Résiliation pour faute du titulaire .....	40
22.3	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	40
23	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	40
24	REGLEMENT DES DIFFEREND ET DES LITIGES .....	40
24.1	Règlement des différends.....	40
24.2	Tribunal compétent .....	41

# 1 DÉFINITIONS

 <b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124- 2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Travaux du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 <b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
 <b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 <b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2 OBJET DES CONTRATS ET DISPOSITIONS DIVERSES

### 2.1 Objet des contrats

Les présents contrats ont pour objet la réalisation des **travaux d'aménagement de l'espace public du Parc aux Lièvres – Phase 2A**.

La description des travaux à réaliser est indiquée dans les cahiers des clauses techniques particulières (CTP) et leurs annexes.

### 2.2 Lieu d'exécution

Les prestations seront exécutées au sein de la **ZAC Parc aux Lièvres Bras de Fer à Évry-Courcouronnes (91)**.

### 2.3 Allotissement

Les travaux sont répartis en **3 lots** qui feront chacun l'objet d'un contrat distinct.

**Le présent CCAP est commun à l'ensemble des lots.**

Type	Objet, délai
Lot n°1	Voirie et réseaux divers (VRD)
Lot n°2	Éclairage Public
Lot n°3	Espaces verts

### 2.4 Intervenants

#### 2.4.1 Acheteur

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **SPLA-IN Porte Sud du Grand Paris**, représenté par son Directeur Général.

52 Boulevard de l'Yerres  
91000 Évry-Courcouronnes  
SIRET : 83380444600015

Téléphone : 01 40 04 66 00  
Courriel : [serviceachats@grandparisamenagement.fr](mailto:serviceachats@grandparisamenagement.fr)  
Site internet : <https://www.grandparisamenagement.fr/>

#### 2.4.2 Autres intervenants

- **Maîtrise d'œuvre des espaces publics de la ZAC**

**ATELIERS LION ASSOCIES (Architectes urbanistes paysagistes) – mandataire**

29 bis rue Didot  
75014 PARIS

**IGREC INGENIERIE (Bureau d'Etudes VRD) - cotraitant**

127 avenue d'Italie  
75013 PARIS

**ATM (Bureau d'Etudes Hydrauliques) - cotraitant**

115 boulevard Richard Lenoir  
75011 PARIS

- **Coordination Sécurité Protection de la santé**

En cours de désignation

- **OPC Interchantier**

**ARTELIA**

47 avenue de Lugo  
94600 CHOISY-LE-ROI

- **Promoteur**

**ESSONNE HABITAT**

2, allée Eugène Mouchotte  
BP79  
91131 RIS-ORANGIS CEDEX

- **Concessionnaires**

Liste disponible auprès du Guichet Unique et des services Techniques de la Ville.

## 2.5 Réunions et relations avec les différents intervenants

### 2.5.1 Réunions de chantier

A partir du démarrage de la phase de préparation de chantier de chaque contrat, soit à compter de la notification de l'OS de démarrage de la période de préparation, une réunion de chantier hebdomadaire sera tenue.

A ces réunions seront présent à minima le maître d'œuvre (MOE) qui organisera la réunion et rédigera les comptes rendus et le représentant du titulaire qui aura la responsabilité de représenter l'ensemble de l'entreprise et/ou du groupement dont il est mandataire. Pourront être conviés à participer le coordonnateur SPS et la maîtrise d'ouvrage et tout autre intervenant que le maître d'œuvre jugera nécessaire.

Les livrables ou documents demandés dans le présent CCAP, dans les CCTP ou lors des réunions devront être soumis au visa du maître d'œuvre. Le maître d'œuvre devra également être mis en copie de l'ensemble des échanges avec les organismes de santé.

### **2.5.2 Réunions OPC-IC**

Des réunions mensuelles avec l'OPC-IC et les différents interlocuteurs des autres chantiers se déroulent une fois par mois. En fonction des sujets liés au chantier, des représentants de chaque lot pourront être conviés. Ces réunions permettront notamment d'aborder les sujets d'interchantiers avec les constructeurs des lots privés (Essonne habitats, AFL ou promoteurs).

## **2.6 Représentation des parties**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

## **2.7 Forme des notifications et informations du Titulaire**

Pour les notifications à chaque Titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le Maître d'ouvrage prévoit de recourir à l'envoi de mail avec accusé de réception afin d'attester de la date et l'heure de leur réception.

L'acte d'engagement précise l'adresse du Titulaire pour les notifications dématérialisées.

Chaque Titulaire est réputé avoir reçu notification, à la date et l'heure de l'accusé de réception du mail qui lui est ainsi adressé, ou, à défaut de réception par la SPLA-IN Porte Sud du Grand Paris d'un accusé de réception dans un délai de 2 jours à compter de l'accusé de réception du mail, à l'issue de ce délai.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au contrat doit être rédigé en langue française.

Les ordres de services sont écrits, datés, numérotés et notifiés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage.

Ceux émis par le maître d'œuvre entraînant une modification des conditions de chaque contrat, notamment en termes de délai d'exécution, de durée et de montants, font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

### 3 FORME DES CONTRATS

---

Chaque contrat est fractionné en tranches et est conclu à **prix unitaires et forfaitaires**.

Conformément à l'article R. 2113-4 du Code de la commande publique, chaque marché comprend une tranche ferme et six tranches optionnelles :

#### **Lot 1 – Voieries et réseaux divers (VRD)**

- **Tranche ferme (TF)** : Travaux de VRD pour l'aménagement des Boulevards du Maréchal Leclerc et de Lattre de Tassigny, de la Rue Chopin et de la pose des réseaux de la Rue Pasteur ;
- **Tranche optionnelle 1 (TO1)** : Travaux de VRD pour l'aménagement des abords du lot D2B ;

*La TO1 sera affermée par OS à la libération des abords du lot D2B.*

- **Tranche optionnelle 2 (TO2)** : Travaux de VRD pour l'aménagement de l'Allée F et des abords des lots B2/B2A ;

*La TO2 sera affermée par OS à la libération des abords du lot B2A et de l'allée F.*

- **Tranche optionnelle 3 (TO3)** : Travaux de VRD pour l'aménagement des abords du lot D3 ;

*La TO3 sera affermée par OS à la libération des abords par l'acquéreur du lot D3.*

- **Tranche optionnelle 4 (TO4)** : Travaux de VRD pour l'aménagement de l'allée H et des abords du lot B2B ;

*La TO4 sera affermée par OS à la libération des abords de l'allée H par l'acquéreur du lot B2B.*

- **Tranche optionnelle 5 (TO5)** : Travaux de VRD pour l'aménagement de l'Allée G, des abords du lot B4 et des travaux de finition de la Rue Pasteur ;

*La TO5 sera affermée par OS à la libération des abords par les acquéreurs riverains de l'allée G et rue Pasteur.*

- **Tranche optionnelle 6 (TO6)** : Travaux de VRD pour l'aménagement des allées I/J et des abords des lots B1A et B1B.

*La TO6 sera affermée à la libération des allées I et J et des abords des lots B1A et B1B.*

#### **Lot 2 – Eclairage public**

- **Tranche ferme (TF)** : Travaux d'éclairage public pour l'aménagement des Boulevards du Maréchal Leclerc et de Lattre de Tassigny, de la Rue Chopin et de la pose des réseaux de la Rue Pasteur.
- **Tranche optionnelle 1 (TO1)** : Travaux d'éclairage public pour l'aménagement des abords du lot D2B

*La TO1 sera affermée par OS à la libération des abords du lot D2B.*

- **Tranche optionnelle 2 (TO2)** : Travaux d'éclairage public pour l'aménagement de l'Allée F et des abords des lots B2/B2A



*La TO2 sera affermie par OS à la libération des abords du lot B2A et de l'allée F.*

- **Tranche optionnelle 3 (TO3)** : Travaux d'éclairage public pour l'aménagement des abords du lot D3

*La TO3 sera affermie par OS à la libération des abords par l'acquéreur du lot D3.*

- **Tranche optionnelle 4 (TO4)** : Travaux d'éclairage public pour l'aménagement de "allée H et des abords du lot B2B

*La TO4 sera affermie par OS à la libération des abords de l'allée H par l'acquéreur du lot B2B.*

- **Tranche optionnelle 5 (TO5)** : Travaux d'éclairage public pour l'aménagement de l'Allée G, des abords du lot B4 et des travaux de finition de la Rue Pasteur

*La TO5 sera affermie par OS à la libération des abords par les acquéreurs riverains de l'allée G et rue Pasteur.*

- **Tranche optionnelle 6 (TO6)** : Travaux d'éclairage public pour l'aménagement des allées I/J et des abords des lots B1A et B1B.

*La TO6 sera affermie à la libération des allées I et J et des abords des lots B1A et B1B.*

### **Lot 3 – Espaces verts**

- **Tranche ferme (TF)** : Travaux d'espaces verts pour l'aménagement des Boulevards du Maréchal Leclerc et de Lattre de Tassigny, de la Rue Chopin et de la pose des réseaux de la Rue Pasteur.

- **Tranche optionnelle 1 (TO1)** : Travaux d'espaces verts pour l'aménagement des abords du lot D2B

*La TO1 sera affermis par OS à la libération des abords du lot D2B.*

- **Tranche optionnelle 2 (TO2)** : Travaux d'espaces verts pour l'aménagement de l'Allée F et des abords des lots B2/B2A

*La TO2 sera affermie par OS à la libération des abords du lot B2A et de l'allée F.*

- **Tranche optionnelle 3 (TO3)** : Travaux d'espaces verts pour l'aménagement des abords du lot D3

*La TO3 sera affermie par OS à la libération des abords par l'acquéreur du lot D3.*

- **Tranche optionnelle 4 (TO4)** : Travaux d'espaces verts pour l'aménagement de "allée H et des abords du lot B2B

*La TO4 sera affermie par OS à la libération des abords de l'allée H par l'acquéreur du lot B2B.*

- **Tranche optionnelle 5 (TO5)** : Travaux d'espaces verts pour l'aménagement de l'Allée G, des abords du lot B4 et des travaux de finition de la Rue Pasteur

*La TO5 sera affermie par OS à la libération des abords par les acquéreurs riverains de l'allée G et rue Pasteur.*

- **Tranche optionnelle 6 (TO6)** : Travaux d'espaces verts pour l'aménagement des allées I/J et des abords des lots B1A et B1B.

*La TO6 sera affermie à la libération des allées I et J et des abords des lots B1A et B1B.*

Pour chaque lot, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de ne pas affermir une, plusieurs ou toutes les tranches optionnelles. En cas de non-affermisssement, le titulaire ne pourra prétendre au versement d'une indemnité de dédit ou d'attente.

## 4 PIECES DES MARCHES

---

### 4.1 Pieces contractuelles :

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG**, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement propre à chaque lot et son annexe :
  - Annexe 1 : Insertion sociale ;
  - Annexe 2 : sous-détail de prix
2. Le Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots ;
3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG-travaux), (approuvé par arrêté du 30 mars 2021 – JORF n°0078 du 1<sup>er</sup> avril 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun aux trois lots et ses 3 annexes
  - Annexe 1 : Règlement de chantier faibles nuisances
  - Annexe 2 : PGCSPS\* ;
  - Annexe 3 : Tableau de synthèse des Déchets ;
  - Annexe 4 : Etude photométrique ;
  - Annexe 5 : Notice hydraulique ;
5. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) spécifique à chaque lot ;
6. Le planning prévisionnel des travaux
7. Le phasage;
8. Les pièces graphiques ;
9. Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) propre à chaque lot ;
10. Le sous-détail des prix propre à chaque lot ;
11. Le ou les cahiers des clauses techniques générales (CCTG), ou les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels applicables aux matériels et prestations faisant l'objet du contrat ;
12. Le plan particulier de coordination sécurité et protection de la santé (PPSPS) établi par l'entreprise ;
13. Le dossier questions / réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par le pouvoir adjudicateur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
14. Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du contrat ;
15. Le mémoire technique du candidat remis à l'appui de son offre.

*\* Le PGCSPS sera transmis aux Titulaires à la notification de chaque contrat.*

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut. En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

L'exemplaire original des pièces susvisées, conservé par le Maître d'ouvrage est le seul qui fait foi pendant l'exécution du contrat.

Les pièces générales, bien que non jointes au dossier, sont réputées connues des entreprises et les parties contractantes leurs reconnaissent expressément son caractère contractuel.

## 4.2 Pièces non contractuelles

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- Détail quantitatif estimatif (DQE) propre à chaque lot ;

## 5 DURÉE DES CONTRATS ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

### 5.1 Durée globale du contrat

Lot 1 : Le contrat prend effet à compter de sa date de notification et prend fin à l'issue de la garantie de pour l'enduit à chaud urbain et de bon fonctionnement (soit 72 mois maximum) ;

Lot 2 : Le contrat prend effet à compter de sa date de notification et prend fin à l'issue de la garantie de parfait de bon fonctionnement (soit 72 mois maximum) ;

Lot 3 : Le contrat prend effet à compter de sa date de notification et prend fin à l'issue de la garantie de reprise des végétaux (soit 72 mois maximum) ;

### 5.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution de la période de préparation de chantier et de la période d'exécution des travaux sont les suivants :

#### Lot 1 – VRD

- **Période de préparation** : 2 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/Travaux ;
- **Période d'exécution des travaux** :
  - **Tranche ferme** : 20 mois à compter de l'OS de démarrage des travaux de la TF ;
  - **Tranche optionnelle 1** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO1 ;
  - **Tranche optionnelle 2** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO2 ;
  - **Tranche optionnelle 3** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO3 ;
  - **Tranche optionnelle 4** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO4 ;
  - **Tranche optionnelle 5** : 4 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO5 ;
  - **Tranche optionnelle 6** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO6 ;
- **Période de garantie**
  - *de parfait achèvement* : 12 mois à compter de la date d'effet de la réception des travaux ;
  - *de bon fonctionnement* : 24 mois à compter de la date d'effet de la réception des travaux ;
  - pour l'enduit à chaud urbain : 24 mois à compter de la date d'effet des travaux.

#### Lot 2 – Éclairage public

- **Période de préparation** : 2 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/Travaux ;
- **Période d'exécution des travaux** :
  - **Tranche ferme** : 20 mois à compter de l'OS de démarrage des travaux de la TF ;
  - **Tranche optionnelle 1** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO1 ;
  - **Tranche optionnelle 2** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO2 ;
  - **Tranche optionnelle 3** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO3 ;
  - **Tranche optionnelle 4** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO4 ;
  - **Tranche optionnelle 5** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO5 ;
  - **Tranche optionnelle 6** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO6 ;

- **Période de garantie :**
  - *de parfait achèvement* : 12 mois à compter de la date d'effet de la réception des travaux ;
  - *de bon fonctionnement* : 24 mois à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

### **Lot 3 – Espaces verts**

- **Période de préparation** : 2 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG/Travaux ;
- **Période d'exécution des travaux :**
  - **Tranche ferme** : 20 mois à compter de l'OS de démarrage des travaux de la TF ;
  - **Tranche optionnelle 1** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO1 ;
  - **Tranche optionnelle 2** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO2 ;
  - **Tranche optionnelle 3** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO3 ;
  - **Tranche optionnelle 4** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO4 ;
  - **Tranche optionnelle 5** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO5 ;
  - **Tranche optionnelle 6** : 3 mois à compter de l'OS de démarrage de la TO6 ;
- **Période d'entretien** : 12 mois à compter de la réception des travaux ;
- **Période de garantie :**
  - *de parfait achèvement* : 12 mois à compter de la date d'effet de la réception des travaux ;
  - *de reprise des végétaux* : 24 mois à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

## **5.3 Planning détaillé d'exécution**

Les prestations objet du contrat sont réalisées par le titulaire dans le cadre du planning détaillé fixé par ce dernier dans son offre et validé par le maître d'ouvrage. Il appartiendra à l'entreprise de construire son planning détaillé sur la base de son analyse de l'environnement travaux, de la complexité du projet.

## **5.4 Délais de remise des documents**

Les délais de remise des documents sont précisés dans les CCTP.

## **5.5 Prolongation des délais d'exécution**

**Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG/Travaux**, la prolongation des délais ne peut résulter que d'un ordre de service du Maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Le Maître d'œuvre propose la prolongation/report. Après accord de l'acheteur, le Maître d'œuvre la notifiera au titulaire par ordre de service.

## **5.6 Intempéries**

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés dans les conditions prévues à l'article 18.2.3 du CCAG Travaux :

- Précipitations : 20mm/m<sup>2</sup> en 24h
- Canicule : 40°C ou plus pendant 8 jours consécutifs
- Neige : 2cm mesuré sur sol sur terrain plat
- Vitesse du vent : 60 km/h pendant 30min
- Gel : -3°C pendant 24h consécutifs

La station météorologique de référence en cas de litige est la station Météo France géographiquement la plus proche du lieu d'exécution des travaux.

Les journées d'intempéries demandées par le titulaire seront consignées dans un carnet quotidien et soumis à l'approbation du maître d'œuvre.

Les journées d'intempéries donnant lieu à prolongation du délai, sont justifiées par le titulaire par la production des copies de remboursements de chômage intempéries par la Caisse des congés payés du bâtiment.

Les justifications sont fournies au Maître d'œuvre au fur et à mesure de la constatation des journées d'intempéries donnant lieu à prolongation.

Le délai d'exécution des travaux sera prolongé du nombre de journées d'intempéries constatées, justifiées et acceptées par ordre de service.

## **6 PREPARATION – COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

---

### **6.1 Coordination des travaux – Gestion des dépenses communes**

En cas de groupement conjoint ou solidaire, la coordination des travaux sera assurée par le mandataire du groupement.

La part du contrat revenant à l'entreprise intègre le coût des dépenses communes qui lui incombe selon une répartition organisée par les entreprises membres du groupement et gérée par elles.

En aucun cas l'acheteur ne pourra intervenir dans le règlement des différends entre entreprises.

### **6.2 Période de préparation – Programme d'exécution des travaux**

Chaque Titulaire devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28.2 du CCAG/Travaux.

**En complément à l'article 28.1 du CCAG/Travaux**, les livrables à établir pendant la période de préparation de chantier sont définis dans le CCTP.

Conformément à l'article 28.2.3 du CCAG/Travaux, le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le Maître d'œuvre, en concertation avec le Titulaire, puis il est soumis à l'approbation du Maître d'ouvrage, **par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG/Travaux** au plus tard 10 jours avant l'expiration de la période de préparation. Ce calendrier est ensuite notifié par ordre de service au Titulaire du contrat. Jusqu'à l'intervention d'un accord entre les entreprises concernées, le calendrier prévisionnel d'exécution s'applique en application de l'article 18.1.4 du CCAG/Travaux.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

### **6.3 Etudes d'exécution**

Il est précisé que le maître d'œuvre n'est pas chargé des études d'exécution de l'ouvrage.

Le détail des études d'exécution est prévu à l'article 21 du CCTP général commun aux 3 lots et est précisé dans les CCTP propres à chaque lot.

Chaque Titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre. Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Chaque titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre. Les délais de visa courent à partir de la date de réception d'un ensemble complet cohérent de plans ou notes de calculs d'une partie d'ouvrage.

## **6.4 Provenance des matériaux et produits**

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions et exigences fixées par le contrat.

La SPLA-IN Porte Sud du Grand Paris porte des engagements environnementaux et sociétaux ambitieux, Dans un souci de réduire son impact écologique, la SPLA-IN Porte Sud du Grand Paris privilégiera les matériaux d'origine française. Cependant afin de répondre aux besoins et aux spécificités architecturales des projets, plusieurs prix définisse l'origine des matériaux commandés : France, CE, International. Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'ouvrage les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre. En effet, les matériaux sont soumis à l'agrément de l'acheteur ou son représentant dans les conditions fixées par le CCTP.

## **6.5 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers**

### **6.5.1 *Emplacement des installations de chantier***

Conformément à l'article 31.1 du CCAG Travaux, le titulaire se procure, à ses frais et risques, les terrains dont il peut avoir besoin pour ses installations de chantier. Il supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier, y compris les chemins de service et les voies de desserte du chantier qui ne sont pas ouvertes à la circulation publique.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra mettre éventuellement mettre à la disposition du titulaire, sur demande de ce dernier, un terrain afin que celui-ci procède à l'installation de chantier.

Chaque Titulaire doit veiller au nettoyage des voies publiques empruntées par les engins de chantier (cf. article 19 du CCTP commun aux trois lots), et se conformer strictement à la réglementation concernant le nettoyage et la remise en état des voies publiques empruntées par les véhicules et engins de chantier.

Toutes les installations de chantier doivent être conformes aux dispositions légales et réglementaires et être conformes aux plans d'installations de chantier établis et acceptés dans les conditions contractuelles.

Le cas échéant, le Titulaire ne peut s'opposer aux nécessités de déplacement des installations de chantier sur demande du Maître d'ouvrage. Ces déplacements et toutes les sujétions en résultant sont à la charge du Titulaire et réputés inclus dans le montant de son contrat. Le Titulaire ne pourra prétendre, de ce fait, à aucun supplément de prix ni prolongation de délai.

De même, le Titulaire ne peut s'opposer ni prétendre à un supplément de prix ni à une prolongation de délai si des travaux confiés par le Maître d'ouvrage à d'autres entreprises l'obligent à réduire les emprises mises à disposition de même que si ces travaux nécessitent la modification ou le déplacement des installations de chantier.

Ces installations devront être réalisées avant la fin de la période de préparation.

#### *6.5.2 Mesures particulières concernant la sécurité et la santé*

Pour chaque contrat, le Titulaire, ou en cas de groupement, chaque cotraitant, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG/Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du Maître d'ouvrage.

Les mesures concernant la sécurité et la santé sont prises par les intervenants conformément aux articles L. 4211-1 et 2, L. 4531-1 à 3, L. 4532-1 à 18 et R. 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé. Le Plan Particulier de Sécurité et de Santé devra être transmis par le Titulaire au Coordonnateur SPS dans les conditions prévues aux articles R. 4532-56 à R. 4532-76 du Code du travail dans un délai de 30 jours après la notification du contrat.

Le Plan particulier de Sécurité et de Santé prend en compte les obligations du Plan général et précise notamment :

- Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux ; il explicite, en particulier, en fonction du procédé de construction et du matériel utilisé, les moyens de prévention concernant, d'une part les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part les circulations verticales et horizontales des engins ;
- Les mesures prévues pour les premiers secours aux accidentés et aux malades ;
- Les mesures concourant à une bonne hygiène du travail et, notamment en complément du projet d'installations de chantier, la consistance et la qualité des locaux pour le personnel.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Santé est tenu à jour par le Titulaire qui en signale les modifications au coordonnateur SPS. Il est tenu constamment à la disposition de l'Inspecteur du travail ainsi que ses mises à jour. Il est conservé par le titulaire pendant une durée de 5 ans à compter de la réception. Ces conditions

s'imposent aux sous-traitants et travailleurs indépendants dans les mêmes conditions. Il appartient au Titulaire de les répercuter.

### 6.5.3 *Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier*

L'intervention du Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs ne dispense pas le Titulaire, de ses obligations légales au regard du Code du travail.

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai et par tous moyens, de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

Il est fait mention de ces violations dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Le Titulaire communiquera directement au Coordonnateur SPS, leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS).

La notification de ces arrêts est consignée dans le registre-journal. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants mentionnés au présent contrat est soumis au maître d'ouvrage.

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier en respectant les principes de sécurité, au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

### 6.5.4 *Signalisation de chantier*

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique, sera réalisée par chaque Titulaire sous le contrôle des services ci-après :

- L'acheteur ;
- La Maîtrise d'œuvre ;
- Le Coordonnateur SPS.

En matière de police du domaine public sont compétents : le Maire d'Evry-Courcouronnes pour la voirie communale ; le Département de l'Essonne pour les voiries départementales.

En matière de police de la circulation publique sont compétents : la police municipale, ou la gendarmerie, ou la police nationale.



Lorsque des déviations d'itinéraires sont nécessaires, le Titulaire prend à sa charge la mise en place et l'entretien de la signalisation correspondante, sous le même contrôle que ci-dessus.

#### *6.5.5 Autorisations administratives*

**Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG/Travaux**, chaque Titulaire fera son affaire de la délivrance des autorisations administratives qui concernent et sont nécessaires pour son contrat (autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, permissions de voirie, autorisations de survol par grue de propriétés voisines, ancrages ...).

Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'effectuer les démarches d'obtention des autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

#### *6.5.6 Maintien des communications et de l'écoulement de l'eau*

Chaque Titulaire sera tenu de prendre toutes les dispositions et d'exécuter tous les travaux nécessaires destinés à assurer la continuité de fonctionnement des réseaux pendant toute la durée des travaux. Ces opérations seront aux frais du Titulaire.

Chaque Titulaire devra prendre contact avec les concessionnaires pour que ces derniers réalisent les travaux de dévoiements des réseaux situés dans l'emprise de travaux, y compris remise en état en fin de chantier.

#### *6.5.7 Garde du chantier en cas de défaillance*

En cas de défaillance d'un Titulaire, la garde du chantier pourra être exécutée aux frais et risques de ce dernier.

#### *6.5.8 Réduction des nuisances*

Le titulaire est tenu d'éviter ou de limiter toutes nuisances et autres impacts négatifs liés aux prestations du contrat, notamment celles générées envers les riverains.

Le titulaire met tout en œuvre pour réduire les nuisances acoustiques des engins et matériels, les nuisances olfactives et les productions de poussières et fumées. Le titulaire est informé que durant l'exécution du contrat, il doit être en mesure de justifier de sa conformité au regard des éléments précédents sur simple demande de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions et exigences du Règlement de Chantier de la SPLA-IN Porte Sud du Grand Paris portant sur l'organisation de chantier et la réduction des nuisances durant les opérations de chantier.

## **6.6 Vérification des prestations**

#### *6.6.1 Essais et contrôles*

Les CCTP prévoient des essais et contrôles des ouvrages assurés par chaque titulaire. Les frais afférents sont à la charge de chaque titulaire.

Certains essais seront réalisés par le titulaire en référence à certaines normes définies par le maître d'ouvrage et détaillées dans les CCTP et les pièces annexes.

**En complément des dispositions prévues à l'alinéa 2 de l'article 38 du CCAG Travaux**, il est indiqué que le maître d'ouvrage ou son représentant se réserve le droit, de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Si ces essais et contrôles sont effectués par l'entreprise, ils seront remboursés par le maître d'ouvrage, sauf si ces essais mettent en évidence une erreur de l'entreprise, auquel cas, ils resteront à sa charge.

#### **6.6.2 Niveau d'obligation prévu au contrat**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

#### **6.6.3 Vérification des matériaux et produits**

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations du contrat.

La conformité des matériaux, produits et composants de construction aux spécifications du contrat peut être établie par une attestation délivrée par le COFRAC et dans les conditions de l'article 24 du CCAG Travaux.

Le maître d'ouvrage met en place les dispositifs d'essais et épreuves qui sont détaillées dans le CCTP. Le titulaire est tenu de s'y conformer.

Les vérifications quantitatives sont réalisées de manière contradictoire dans les conditions de l'article 25 du CCAG Travaux.

## **7 Développement durable**

---

### **7.1 Clause environnementale**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP et le Règlement de chantier faible nuisance.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

### **7.2 Gestion des déchets**

Le titulaire est responsable de la valorisation et de l'élimination des déchets de chantier dans les conditions fixées à l'article 36.1 du CCAG Travaux.

Les obligations pesant sur le titulaire dans le cadre du suivi, de la gestion ainsi que de la valorisation des déchets sont précisées dans le CCTP.

Si le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets après mise en demeure, l'acheteur procède à cette évacuation aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 37.2 du CCAG Travaux.

### 7.3 Clause sociale

Le contrat comporte des obligations en matière d'insertion sociale (cf. annexe 1 à l'acte d'engagement).

## 8 IMPLANTATION DES OUVRAGES ET LOCALISATION DES RESEAUX

---

### 8.1 Plan d'implantation des ouvrages et piquetage général

Le plan général d'implantation des ouvrages est notifié à chaque titulaire par ordre de service dans les huit jours suivant l'acte qui emporte début d'exécution du contrat.

Conformément à l'article 27.2.3 du CCAG Travaux le piquetage général est effectué par chaque titulaire contrairement avec le maître d'œuvre.

### 8.2 Travaux à proximité des réseaux

Les dispositions du CCAG/Travaux s'appliquent.

Pour chaque contrat, l'offre technique et financière du titulaire aura pris en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages existants qui ont été communiquées dans le dossier de consultation. Il prend en compte les clauses techniques et financières particulières fixées le cas échéant par le contrat.

Notamment, **par dérogation à l'article 31.9 du CCAG/Travaux**, dès la notification des contrats et avant l'exécution des travaux, chaque Titulaire est tenu de consulter la plateforme de téléservice du guichet unique afin d'obtenir la liste et les coordonnées des exploitants des ouvrages en service concernés par les travaux et d'adresser à chacun de ces exploitants une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément au modèle prescrit. A cet effet, le Maître d'ouvrage communiquera au Titulaire, au plus tard à la notification du contrat, le numéro de consultation obtenu pour la présente opération lors des DT.

Les techniques que le Titulaire prévoit d'appliquer à proximité des ouvrages en service ainsi que les modalités de leur mise en œuvre, assurent la conservation et la continuité de service des ouvrages, ainsi que la sauvegarde, compte tenu des dangers éventuels présentés par un endommagement des ouvrages, de la sécurité des personnes et des biens et la protection de l'environnement.

Le Titulaire informe le responsable du projet de toutes éventuelles incohérences, inexactitudes ou manques après comparaison des observations faites sur le terrain avec les informations cartographiques reçues.

Chaque Titulaire informe les personnes qui travaillent sous sa direction de la localisation des ouvrages qui ont été identifiés et repérés et des mesures de prévention et de protection qui doivent être mises en œuvre lors de l'exécution des travaux. Il s'assure à ce titre de leur formation et de leur qualification minimale nécessaire.

Chaque Titulaire veille également au respect par ses sous-traitants de leurs obligations relatives aux déclarations d'intention de commencement de travaux. Il leur communique l'ensemble des dispositions du présent CCAP relatives aux travaux à proximité des réseaux.

## **9 NORMES**

---

Les normes et les règles de l'art à respecter sont précisées dans le CCTP.

## **10 Obligations du titulaire**

---

### **10.1 Dégradations causées aux voies publiques**

Conformément à l'article 34 du CCAG Travaux, si, à l'occasion des travaux, des contributions ou réparations sont dues pour des dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations d'engins exceptionnels, la charge en est partagée par moitié entre le titulaire et l'acheteur.

### **10.2 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution**

**En complément de l'article 35 du CCAG/Travaux**, chaque Titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du contrat.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre de l'entreprise titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

Le Titulaire est responsable de la conservation des existants. Le Titulaire prendra soin de faire constater au maître d'ouvrage les dégradations et l'état de l'existant avant son intervention dans une zone. Il mettra en œuvre toutes les mesures nécessaires et notamment les protections afin de préserver les existants.

Il est responsable de toute dégradation qui serait constatée, sauf à démontrer que la dégradation est imputable à un tiers et prendra à sa charge les frais de réparation sur présentation de devis par le maître d'ouvrage, sauf à ce qu'il intervienne lui-même pour procéder aux réparations après acceptation par le maître d'ouvrage de la solution proposée.

### **10.3 Obligation de vigilance**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;

- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

## **10.4 Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

## 10.5 Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

## 10.6 Lutte contre le harcèlement sexuel

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, personne ne doit subir les faits :

- Soit de harcèlement sexuel, constitué par des propos ou comportements à connotation sexuelle répétés qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante ;
- Soit assimilés au harcèlement sexuel, consistant en toute forme de pression grave, même non répétée, exercée dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers.

Le titulaire devra indiquer sa politique en matière de lutte contre le harcèlement sexuel et faire connaître le cas échéant le contact du référent harcèlement sexuel.

## 10.7 Prévention des risques de conflits d'intérêt et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;

- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

## 11 FIN DU CONTRAT

---

### 11.1 Repliement de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par l'acheteur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

### 11.2 Réception

#### 11.2.1 Opérations préalables à la réception

**Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG travaux**, le maître d'ouvrage ou son représentant se réservent le droit de refuser les opérations préalables de réception (OPR) si le titulaire est dans l'impossibilité de remettre des Dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) exhaustifs selon les dispositions du CCAG travaux et conformément CCTP du marché.

Le défaut de remise de ces documents à la date de demande de réception par le titulaire entraîne donc au libre choix du maître d'ouvrage :

- L'annulation des OPRs ;
- L'application de pénalités ainsi qu'une retenue de 5% du montant du marché.

#### 11.2.2 Réception des travaux

La réception des travaux se déroule pour chaque lot comme prévu à l'article 41 du CCAG Travaux.

Toutefois, si à l'issue des opérations préalables à la réception, celle-ci ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de donner lieu à pénalités.

Il bénéficie d'un délai fixé par le maître d'ouvrage pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal.

A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserves, le titulaire doit y remédier dans le délai fixé par le maître d'ouvrage. A défaut, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure demeurée infructueuse.

**Par dérogation à l'article 41.1.3**, la réception des travaux n'est pas réputée acquise à défaut de date fixée par le maître d'ouvrage pour les opérations préalables à la réception dans un délai de 30 jours.

**Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG Travaux**, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception, en l'absence d'un tel délai, dans les trois mois qui suivent la décision de réception.

Le contenu et le format du DOE sont précisés dans le CCTP de chaque contrat.

Dans les mêmes délais, il fournira un exemplaire de ces documents au Coordonnateur SPS, afin que celui-ci puisse finaliser le dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.O) et le transmettre au Maître d'ouvrage.

La réception est subordonnée à la remise définitive des dossiers susvisés acceptés et visés par le Maître d'ouvrage. De ce fait, les dossiers des ouvrages exécutés devront être transmis au Maître d'Ouvrage au plus tard 15 jours avant la date prévue pour la réception. Au-delà, tout retard dans la remise des documents sera soumis à l'application de pénalités.

**La remise de la totalité des documents fournis après exécution est une condition préalable au paiement du solde du contrat, par dérogation à l'article 12.4 du CCAG/Travaux.**

Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, le paiement du solde n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau contrat. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

### **11.3 Réception partielle**

Pour chaque contrat, conformément à l'article 42.1. du CCAG/Travaux, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de procéder à des réceptions partielles de certaines phases de travaux, d'ouvrages ou de parties d'ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux.

En application de l'article 42.2. du CCAG/Travaux, toute réception partielle donnera lieu à l'établissement d'un état des lieux contradictoire éventuellement suivi d'un procès-verbal.

Conformément à l'article 42.3 du CCAG/Travaux, la période de garantie de parfait achèvement démarre à compter de la date d'effet de la réception partielle pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle

### **11.4 Document fournis après exécution**

**Par dérogation à l'article 40 du CCAG/Travaux**, chaque Titulaire remet au Maître d'ouvrage, lorsqu'il demande la réception des travaux et au plus tard 15 jours avant la date prévisionnelle du jour de la réception des travaux, une documentation technique complète sur l'ensemble des ouvrages exécutés (DOE) ainsi que les éléments constitutifs du Dossier des Interventions Ultérieures sur Ouvrage (DIUO) dès qu'une partie d'ouvrage ou un ouvrage peut être considéré comme achevé, sans pour autant que cet ouvrage ait fait l'objet d'une réception partielle ou totale.



Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'œuvre au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux le dossier des ouvrages exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Le DOE contient les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets.

Le DIUO rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment, lors de l'entretien de l'ouvrage.

Ces documents sont remis au format électronique, dans un format exploitable par les outils bureautiques et de dessin standard.

## 12 GARANTIES

---

### 12.1 Garantie de parfait achèvement

Une garantie de parfait achèvement est prévue pour les trois lots.

Conformément à l'article 44.1 du CCAG/Travaux, le délai de garantie de parfait achèvement est de 12 mois à compter de la date d'effet de la réception des travaux sauf en cas de prolongation de ce délai.

**Par dérogation à l'article 44 du CCAG travaux**, sans qu'il soit besoin pour le maître d'ouvrage de prendre une décision explicite de prolongation, la durée de la garantie de parfait achèvement sera automatiquement prolongée si les réserves ne sont pas levées pendant son délai initial.

Ce faisant, l'absence de décision de prolongation du délai prise par le maître d'ouvrage ne peut valoir levée implicite des réserves dont la réception a été assortie.

Ainsi, les relations contractuelles entre le titulaire du marché et le maître d'ouvrage se poursuivent non seulement pendant le délai de garantie, mais encore jusqu'à ce qu'aient été expressément levées les réserves exprimées lors de la réception.

### 12.2 Garanties spécifiques

#### Lot 1 – VRD

- **Garantie de bon fonctionnement** : 24 mois à compter de la réception ;
- **Garantie pour l'enduit à chaud urbain** : 24 mois à compter de la réception.

#### Lot 2 – Éclairage public

- **Garantie de bon fonctionnement** : 24 mois à compter de la réception.

#### Lot 3 – Espaces verts

- **Garantie de reprise des végétaux** : 24 mois à compter du constat de reprise des végétaux.

## 13 PRIX

---

La date d'établissement des prix est la date limite de réception des offres conformément à l'article 9.4.2 du CCAG/Travaux (mois M0).

Les prix établis par un avenant (modification) sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois d'établissement de l'avenant.

Les prix nouveaux établis dans le cadre de l'article 13 du CCAG-Travaux sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois auquel le titulaire remet son devis en application de l'article 13.4 du CCAG-Travaux.

### 13.1 Nature des prix

Chaque contrat est conclu à prix définitifs, unitaires, forfaitaires et révisables.

Les prix du bordereau des prix unitaires et forfaitaire (BPUF) sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

Ces prix ne nécessitent pas la notification d'un bon de commande.

La détermination de la somme s'obtient en multipliant ces prix par les quantités réellement exécutées et constatées. Les quantités sont indiqués dans les DQE qu'à titre prévisionnel.

Le montant du DQE est estimatif, mais il sert de montant de référence pour les calculs de l'avance et de la retenue de garantie, ainsi que pour la mise en œuvre des articles 14 à 16 du CCAG/Travaux.

### 13.2 Contenu des prix

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans chaque contrat sont exprimés hors TVA et sont réputés comprendre toutes les sujétions normalement prévisibles pour l'exécution des prestations.

Les prix seront soumis à la TVA au taux en vigueur au moment de l'exécution des prestations et selon les dispositions réglementaires en vigueur au moment de la facturation. Si le taux de l'assiette de la TVA venait à changer pendant la durée du contrat, la facturation en tiendrait compte sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

**En complément de l'article 9.1.2 et 9.1.3 du CCAG/Travaux**, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- **En cas de cotraitance conjointe ou solidaire**, les prix du contrat sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- **En cas de sous-traitance**, les prix du contrat sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le Titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

Les prix sont établis en tenant compte des prestations définies dans le contrat et en tenant compte des sujétions susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des travaux sur les chantiers voisins ou sur les mêmes chantiers.

Les prix sont réputés établis en tenant compte, le cas échéant, également de tous les frais, dépenses et sujétions suivants :

- Utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- Phénomènes naturels et notamment des conséquences de situations de sécheresse ;
- Présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix tiennent également compte des conditions d'exécution dans un site avec une densité de chantiers connexes très importante induisant des sujétions sur le mode d'exécution et les moyens

Il est expressément entendu que le Titulaire n'a droit sous aucun prétexte et dans aucun cas à une allocation ou indemnité, ni à aucun supplément ou remboursement en dehors des prix fixés pour les prestations mentionnées dans les CCTP.

Il est précisé que ces prix ont été déterminés en conséquence et comprennent tous les frais que le Maître d'ouvrage entend allouer pour l'exécution parfaite des ouvrages, conformément aux meilleures règles de l'art.

### 13.3 Révision des prix

Chaque contrat est passé à prix révisables.

L'offre de chaque titulaire est établie sur la base des conditions économiques en vigueur, au mois M0 de remise des offres indiqué dans l'acte d'engagement.

En application de l'article 10.5 du CCAG/Travaux, cette révision sera effectuée, sur chaque acompte mensuel et sur le solde par application, aux prix du contrat exécuté pendant le mois, de la formule paramétrique ci-après détaillée :

#### **Lot 1 – Voiries et réseaux divers (VRD)**

L'index utilisé est le suivant : **TP01 - Index général tous travaux - Base 2010**

La formule de variation est la suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0.85 \times (TP01 M_n / TP01 M_0)]$$

Dans laquelle :

- **P<sub>m</sub>** : Prix révisés au mois M,
- **P<sub>o</sub>** : Prix indiqués dans la pièce financière au mois de référence M0 ;
- **Indice M<sub>n</sub>** = valeur de l'index connu pour le mois de référence
- **Indice M<sub>o</sub>** = valeur de l'index au mois Mo

## **Lot 2 – Eclairage public**

L'index utilisé est le suivant : **TP12b - Éclairage public - Travaux d'installation - Base 2010**

La formule de variation est la suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0.85 \times (TP12b M_n / TP12b M_0)]$$

Dans laquelle :

- **P<sub>m</sub>** : Prix révisés au mois M,
- **P<sub>o</sub>** : Prix indiqués dans la pièce financière au mois de référence M<sub>0</sub> ;
- **Indice M<sub>n</sub>** = valeur de l'index connu pour le mois de référence
- **Indice M<sub>o</sub>** = valeur de l'index au mois M<sub>o</sub>

## **Lot 3 – Espaces verts**

L'index utilisé est le suivant : **EV1 - Travaux de végétalisation - Base 2010**

La formule de variation est la suivante :

$$P = P_o \times [0,15 + 0.85 \times TP01 M_n / TP01 M_0]$$

Dans laquelle :

- **P<sub>m</sub>** : Prix révisés au mois M,
- **P<sub>o</sub>** : Prix indiqués dans la pièce financière au mois de référence M<sub>0</sub> ;
- **Indice M<sub>n</sub>** = valeur de l'index connu pour le mois de référence
- **Indice M<sub>o</sub>** = valeur de l'index au mois M<sub>o</sub>

La **date d'établissement des prix** (Mois M<sub>0</sub>) est fixée au mois de remise des offres (cf. acte d'engagement du lot concerné).

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé de manière périodique. Le coefficient est calculé une première fois 1 mois après la date de notification du contrat. Le coefficient est ensuite recalculé tous les 1 mois. Les prix sont fermes entre chaque période de révision

En application de l'article 12.1.7 du CCAG/Travaux, le calcul de la révision de prix sera réalisé par le Titulaire, avant contrôle du Maître d'œuvre puis acceptation de la Maîtrise d'ouvrage du coefficient de révision. En cas d'erreur avérée dans la mise en œuvre de la révision, le Maître d'œuvre procède à la rectification du calcul et après acceptation de la Maîtrise d'ouvrage, adresse au Titulaire concerné la nouvelle base de calcul. Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

### **Modification ou disparition d'un indice entrant dans le calcul des variations de prix :**

Si la définition ou la contexture de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation venait à être modifiée ou si un paramètre cessait d'être publié, de nouveaux paramètres seront introduits par avenant, afin de maintenir conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques.

## **14 RETENUE DE GARANTIE**

---

Il est prévu une retenue de garantie de 5% dans les conditions des articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique :

- Les 5% sont calculés sur la base du montant indiqué dans le DQE de chaque contrat et pour chaque tranche.
- Cette retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves formulées à la réception des prestations du contrat et, le cas échéant, celles formulées pendant le délai de garantie lorsque les malfaçons n'étaient pas apparentes ou que leurs conséquences n'étaient pas identifiables au moment de la réception.
- Cette retenue de garantie sera prélevée par fraction sur chacun des versements autres qu'une avance.
- A la demande d'un Titulaire, la retenue de garantie peut être remplacée par une garantie à première demande émanant d'un établissement relevant des articles L. 511-1 et suivants du Code monétaire et financier. Dans cette hypothèse et si le Titulaire est un groupement, la garantie à première demande est fournie pour la totalité par le mandataire. Le montant de la garantie porte sur une somme égale au produit, par le taux de garantie, du montant du contrat initial, augmenté du montant des avenants éventuels actualisé ou révisé s'il y a lieu. En revanche, il n'est pas possible de la remplacer par une caution personnelle et solidaire.
- La retenue de garantie est remboursée au titulaire un mois au plus tard à l'issue de la période de garantie correspondante à la dernière réception partielle, en une seule fois.

## **15 SOUS-TRAITANCE**

---

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 16 AVANCE – REGLEMENT – DELAIS DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

---

### 16.1 Avance

#### 16.1.1 Montant de l'avance

Si la durée de la tranche ferme ou de la tranche affermie est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 20% du montant initial TTC de la tranche en cause.

Si la durée de la tranche ferme ou de la tranche affermie est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 20 % de la somme égale à 12 fois le montant initial TTC de la tranche en cause, divisée par la durée de cette même tranche exprimée en mois

Le versement de l'avance est conditionné par la fourniture d'une garantie à première demande par le titulaire. La garantie à première demande doit couvrir l'intégralité du montant de l'avance.

#### 16.1.2 Délai de paiement de l'avance

Le délai de paiement de l'avance est de 30 jours maximum à compter de la notification de chaque contrat pour la partie des travaux aux quantités réellement exécutées et à compter de la notification de chaque bon de commande (si les conditions des articles susvisés sont réunies) pour la partie des travaux à bons de commande. A défaut d'un versement de l'avance dans le délai mentionné ci-dessus, il sera fait application des intérêts moratoires indiqués dans le présent CCAP.

#### 16.1.3 Remboursement de l'avance

L'avance est versée selon les dispositions du Code de la commande publique. Elle est remboursée dans les conditions prévues aux articles R. 2191-11 et R. 2191-19 du Code de la commande publique avec la particularité que ce remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Il doit, en tout en état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations atteint 80% du montant du contrat toutes taxes comprises (article R. 2191-19 du Code de la Commande Publique).

Si le Titulaire d'un contrat qui a perçu l'avance sous-traite une part du contrat postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par les Titulaires s'impute sur les sommes qui leur sont dues par le Maître d'ouvrage au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

## 17 REGLEMENT DES COMPTE

---

### 17.1 Présentation des demandes de paiements

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;

- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les coordonnées et pièces nécessaires au dépôt des factures sur Chorus Pro sont précisées ci-dessous :

- Numéro d'engagement (numéro de contrat) ;
- Le certificat de paiement ;
- Les factures du titulaire ;
- Les factures des sous-traitants le cas échéant ainsi que leur attestation de paiement direct ;
- Le tableau unique de révision par membre du groupement le cas échéant ;
- L'état d'avancement des travaux.

## 17.2 Paiement des membres du groupement

Les coordonnées et pièces nécessaires au dépôt des factures sur Chorus Pro sont précisées ci-dessous :

- Numéro d'engagement (numéro de contrat) ;
- Le certificat de paiement ;
- Les factures du titulaire ;
- Les factures des sous-traitants le cas échéant ainsi que leur attestation de paiement direct ;
- Le tableau unique de révision par membre du groupement le cas échéant ;
- L'état d'avancement des travaux.

## 17.3 Régime et périodicité des paiements

Les paiements se font par acomptes mensuels conformément aux dispositions des articles R.2191-20 et suivants du Code de la commande publique.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés.

Le solde sera réglé à l'achèvement des travaux.

## 17.4 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$
---

Dans laquelle :

- **IM** : montant des intérêts moratoires
- **M** : montant TTC de la demande de paiement
- **Taux IM** : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

- **J** : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- **F** : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 17.5 Modalités de règlement des prestations supplémentaires ou modificatives

Il est fait application de l'article 13 du CCAG/Travaux.

## 17.6 Décompte général et définitif

**Par dérogation aux articles 12.3.2 et 12.4.2 du CCAG Travaux**, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le pouvoir adjudicateur ou son représentant ne signe pas le projet de décompte général. La notification du décompte ne pouvant intervenir qu'après la levée intégrale des réserves émises lors de la réception.

En cas de réception avec réserves, la procédure de notification du décompte est donc suspendue. Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau du marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

En ce qui concerne l'établissement du décompte général, et par **dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG - Travaux**, si, dans un délai de dix jours mentionnés à cet article, le représentant du pouvoir adjudicateur n'a pas notifié au titulaire le décompte général, le titulaire lui adresse une mise en demeure d'y procéder.

L'absence de notification au titulaire du décompte général signé par le représentant du pouvoir adjudicateur, dans un délai de trente jours à compter de la réception de la mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif compétent.

**Par dérogation à l'article 12.4 du C.C.A.G-Travaux**, l'absence de notification du décompte général ne vaut pas acceptation du projet de décompte final de l'entreprise. Aucun décompte général et définitif ne peut naître du retard pris par le maître d'ouvrage à notifier ce décompte général.

## 18 ASSURANCES

---

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux. Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

## 19 PENALITES

---

**Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG/Travaux**, il ne sera fait aucune exemption de pénalité. Néanmoins, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas appliquer de pénalités pour quel que motif que ce soit.

Ces pénalités sont appliquées lors des acomptes mensuels ou du solde sans mise en demeure préalable.



**Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG/Travaux**, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG/Travaux, les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage ou ses représentants.

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule <b><math>P = V \times R / 3000</math></b>.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : montant HT du marché R : nombre de jours calendaires de retard</p>
Retard dans la transmission de l'attestation d'assurance	En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article « Assurance », Le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à cinquante euros (50 €) par jour de retard.
Retard dans l'installation de chantier	Lorsque le titulaire n'a pas mis en œuvre l'installation de chantier ou les éléments de barriérage et signalisation nécessaires à la sécurité dans les délais fixés, il encourt une pénalité de cinq cents euros (500 €) par jour de retard.
Retard dans l'achèvement des travaux	<p>En application de l'article 19 du CCAG et sans préjudice des mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG dans le cas où les travaux ne seraient pas terminés dans les délais contractuels, il sera appliqué à l'entreprise, sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date de réception et de la date d'expiration du délai contractuel d'exécution, augmenté éventuellement des prolongations pour intempéries constatées au-delà des jours inclus dans le délai contractuel, et des augmentations de délai accordé, une pénalité.</p> <p><b>En dérogation à l'article 19.1 du CCAG</b>, cette pénalité sera égale à 1/500ème du montant HT du marché par jour de retard.</p> <p>Lorsque l'entrepreneur aura dépassé le délai contractuel ou la répartition du délai contractuel, il pourra être mis en demeure d'avoir à prendre toutes dispositions pour achever les travaux dans un délai déterminé.</p> <p>Dans le cas où l'entrepreneur ne se conformerait pas à ces dispositions, il lui sera fait application des mesures coercitives de l'article 52 du CCAG.</p>
Retard dans la remise des documents ou l'exécution des opérations prévues pendant la période de préparation	<p>En cas de retard dans la remise des documents demandés aux pièces du marché, une pénalité de huit cents euros (800 €) par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire.</p> <p>Si les documents sont incomplets, d'une précision ou d'une quantité insuffisante, il sera appliqué une pénalité égale à 50 % de la pénalité ci-dessus. Cette pénalité sera appliquée par jour calendaire jusqu'à la remise de documents satisfaisants.</p>
Retard dans la remise des documents d'exécution avant réception des travaux	

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p>En cours d'exécution, le titulaire est tenu de remettre au Maître d'œuvre les documents d'exécution (plans, notes de calculs, études de détail, attestations de contrôles internes et externes sur les études d'exécution, ...) conformément aux stipulations du marché.</p> <p>En cas de retard dans la remise de ces documents, une pénalité de mille euros (1.000 €) par jour calendaire de retard sera appliquée au titulaire.</p> <p>Si les documents sont incomplets, d'une précision ou d'une quantité insuffisante, il sera appliqué une pénalité égale à 50 % de la pénalité ci-dessus. Cette pénalité sera appliquée par jour calendaire jusqu'à la remise de documents satisfaisants, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception non suivie d'effet.</p>
Retard dans la remise d'un sous-détail des prix	En cas de retard dans la fourniture d'un sous-détail des prix, il sera appliqué, une pénalité journalière de deux cents euros (200 €) par jour calendaire de retard.
Retard dans la levée de réserves après réception	<p>Dans le cas où la levée de réserves ne serait pas prononcée dans les délais prévus par les « Propositions du Maître d'œuvre à la personne responsable du marché » jointes au procès-verbal des opérations préalables à la réception ou bien en l'absence d'indication dans les trois mois qui suivent la date des propositions du Maître d'œuvre, des pénalités de retard seront appliquées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas d'un dépassement d'un jour calendaire et jusqu'au 10ème jour calendaire, le montant de la pénalité applicable s'élèvera à 1/1000ème du montant HT du marché par jour calendaire de retard.</li> <li>- après le 10ème jour de retard, la pénalité applicable par jour calendaire de retard s'élèvera à 1/500ème du montant HT du marché.</li> </ul> <p>Lorsque l'Entrepreneur aura dépassé le délai fixé par le Maître d'œuvre ou le Maître de l'Ouvrage, il sera fait application de l'article 41.6 du CCAG Travaux.</p>
Retard dans la remise des documents nécessaires à la coordination générale des travaux	En cas de retard dans la remise de documents, plans ou échantillons nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination de travaux autre que ceux désignés au présent CCAP et lorsque ce retard aura été stipulé dans un compte rendu de chantier, de coordination ou de pilotage, il sera appliqué à l'entreprise sur simple constatation et sans mise en demeure préalable une pénalité de cinq cents euros (500 €) par jour calendaire de retard.
Retard dans la production des décomptes	En cas de retard dans la production par le titulaire des pièces permettant d'établir les décomptes mensuels ou le décompte final, il sera appliqué, <b>par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux</b> , une pénalité journalière de deux cents euro (200 €) par jour calendaire de retard.
Retard dans le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux	<p>Il est rappelé que les délais d'exécution comprennent ceux nécessaires au repliement des installations de chantier, à la remise en état des lieux et le nettoyage du chantier.</p> <p>En conséquence, tout retard constaté par le Maître d'œuvre sur ces opérations sera sanctionné au même titre qu'un retard dans l'achèvement des travaux.</p> <p>En outre, après constatation par le Maître d'œuvre d'un tel retard, ces prestations de repliement seront exécutées à la diligence du Maître d'œuvre aux frais du titulaire défaillant, sans mise en demeure préalable et ce <b>par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux</b>, sans préjudice de l'application de la pénalité définitive liée au retard dans les délais d'exécution.</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul										
Retard dans le nettoyage du chantier et de la voirie	En cas de retard dans le nettoyage du chantier ou de la voirie constatée par le Maître d'œuvre, le titulaire subira, une pénalité de huit cents euros (800 €) par jour calendaire.										
Pénalité pour non-réalisation de l'inspection commune	En cas de non-réalisation de l'inspection commune, le titulaire subira une pénalité de mille euros (1000€) par jour calendaire de chantier jusqu'à la réalisation de cette inspection.										
Pénalités liées à la prise de possession du terrain et des emprises	<p>a) Retard dans la mise en place des clôtures et de leur fermeture, ou dans la rectification d'une erreur d'implantation : Par jour ouvrable huit cents euros (800 €)</p> <p>b) État défectueux de la clôture, non-conformité d'aspect, de constitution ou de hauteur – Absence du panneau d'information public : Par jour ouvrable trois cents euros (300 €)</p> <p>c) Non-conformité des installations au plan approuvé par le Maître d'œuvre : Par jour ouvrable trois cents euros (300 €)</p> <p>d) Disparition ou déplacement d'un repère topographique (sauf remplacement) : Par jour ouvrable trois cents euros (300 €)</p> <p>e) Non-conformité de l'emprise lors de la restitution : Par jour ouvrable huit cents euros (800 €)</p>										
Non-respect des règles concernant l'hygiène et la sécurité, les nuisances, la qualité de l'environnement	<p>Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité : Par jour et par infraction trois cents euros (300 €)</p> <p>Apport de nuisances vis-à-vis des riverains ou passants, bruit de chantier (au-delà de la limite réglementaire ou nocturne), fumée, etc... : Par infraction trois cents euros (300 €)</p> <p>Retard dans la remise de documents demandés par le Coordonnateur (hygiène et sécurité) : Par jour calendaire trois cents euros (300 €)</p> <p>Absence aux réunions demandées par le Coordonnateur : Par absence trois cents euros (300 €)</p> <p>Apport de nuisances vis-à-vis des vibrations exportées sur les fonciers avoisinants (au-delà de la limite fixée aux autres pièces du marché) : Par infraction cinq mille euros (5000 €)</p>										
Absence ou retard aux réunions	En cas de retard ou d'absence du titulaire aux réunions de chantier, aux réunions de coordination, il sera appliqué une pénalité de cent cinquante euros (150 €) pour retard, ou de trois cents euros (300 €) pour absence.										
Non-respect des stipulations environnementales	<p>Les pénalités suivantes seront applicables pour non-respect volontaire ou par négligence de prescriptions environnementales définies par le SOSED.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Problème constaté</th><th>Montant de la pénalité applicable (en €)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1. Stockage d'hydrocarbures (&gt;50l) sans mise en place de dispositif de rétention</td><td>500 €</td></tr> <tr> <td>2. Vidange sauvage effectuée directement sur le sol – par vidange sauvage</td><td>200 €</td></tr> <tr> <td>3. Feux laissés sans surveillance – par feu</td><td>200 €</td></tr> <tr> <td>4. Absence de poubelle au niveau de chaque installation de chantier et chaque ouvrage d'art – par poubelle manquante et par jour</td><td>20 €</td></tr> </tbody> </table>	Problème constaté	Montant de la pénalité applicable (en €)	1. Stockage d'hydrocarbures (>50l) sans mise en place de dispositif de rétention	500 €	2. Vidange sauvage effectuée directement sur le sol – par vidange sauvage	200 €	3. Feux laissés sans surveillance – par feu	200 €	4. Absence de poubelle au niveau de chaque installation de chantier et chaque ouvrage d'art – par poubelle manquante et par jour	20 €
Problème constaté	Montant de la pénalité applicable (en €)										
1. Stockage d'hydrocarbures (>50l) sans mise en place de dispositif de rétention	500 €										
2. Vidange sauvage effectuée directement sur le sol – par vidange sauvage	200 €										
3. Feux laissés sans surveillance – par feu	200 €										
4. Absence de poubelle au niveau de chaque installation de chantier et chaque ouvrage d'art – par poubelle manquante et par jour	20 €										

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	Pour les points 1 et 3, un avertissement préalable sera adressé au titulaire par le Maître d'Œuvre avant application des pénalités. Pour les points 2 et 4, aucune mise en demeure ou avertissement ne sera adressé préalablement à l'application de la pénalité correspondante
Non-respect du dossier loi sur l'eau	En cas de constat du non-respect du dossier loi sur l'eau, une pénalité de cinq cents euros (500 €) par constat sera appliquée.
Non-respect de la procédure de traçabilité des déchets	<p>Lorsque le titulaire n'a pas transmis le schéma d'organisation et de gestion des déchets, ainsi que les éléments de traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, dans les conditions de l'article "Gestion des déchets de chantier" du présent CCAP, il encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité d'un montant forfaitaire de mille euros (1 000 €).</p> <p>Lorsque le titulaire n'a pas envoyé, dans un délai de 7 jour ouvré, les fiche de déclaration des éliminations de déchets, terres excavées ou sédiments correspondantes aux travaux réalisés, selon la procédure indiquée dans le CCTP, il encourt une pénalité d'un montant forfaitaire de mille euros (1 000 €).</p> <p>Lorsque le titulaire n'a pas envoyé les volumes accompagnant les projets de décompte mensuels, il encourt une pénalité d'un montant forfaitaire de mille euros (1 000 €).</p>
Non remise de demande d'agrément et d'acceptation des conditions de paiement d'un sous-traitant	<p>L'Entrepreneur qui entend exécuter ses travaux en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit au moment de la conclusion et pendant toute la durée du contrat ou du marché faire accepter chaque sous-traitant et agréer les conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le Maître de l'Ouvrage, suivant les termes du code de la commande publique et de ses addenda.</p> <p>Si sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation dans les délais prévus, il encourt une pénalité journalière de 1/1000ème du montant du marché HT.</p>
Non-respect des obligations d'insertion professionnelle (annexe d'insertion sociale)	<p>L'entreprise subira une pénalité égale au nombre d'heures prévues et non réalisées, multiplié par deux et multiplié par le taux horaire du marché concerné en référence à l'article 4 de l'annexe d'insertion sociale.</p> <p>En cas de défaut caractérisé de transmission des bilans mensuels, une pénalité de cinq cents euros (500 €) par jour de retard à compter de la mise en demeure par l'Aménageur sera appliquée à l'Entreprise.</p> <p>En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur subira une pénalité égale à cent euros (100 €) par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.</p>
Non-respect du niveau d'expertise d'un ou plusieurs membres de l'équipe du titulaire	<p>Le titulaire s'engage dans son mémoire technique à constituer une équipe dédiée à l'exécution de la mission. Cette équipe est associée à des références travaux, des compétences et un niveau d'expérience précis, qui détermine son expertise.</p> <p>Dans le cas où l'acheteur constaterait en cours d'exécution du marché que le niveau d'expertise proposé par le titulaire n'est plus assuré par les intervenants présents sur la mission, une pénalité de trois cents euros (300 €) par jour calendaire pourra être appliquée.</p> <p>L'application de cette pénalité interviendra, uniquement dans la présente pénalité, après mise en demeure restée sans effet dans un délai de 14 jours calendaires.</p>

## 20 POURSUITE DES TRAVAUX APRES ATTEINTE DU MONTANT DU CONTRAT

---

**Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux**, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable.

## 21 CLAUSE DE REEXAMEN ET REALISATON DE PRESTATIONS SIMILAIRES

---

### 21.1 Prix nouveaux

Au regard de l'exécution du marché, et en cas de nécessité, des prix nouveaux pourront être insérés dans les pièces financières. La fixation de ces prix nouveaux sera effectuée conjointement entre les parties.

Une modification du marché, au sens des articles R. 2194-1 et R. 2194-2 et R. 2194-5 à R. 2194-8 du Code de la commande publique, sera alors conclue et notifiée au titulaire.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

### 21.2 Prise en considération des incidences financières d'une modification de programme

Les modifications de programme constituent des modifications de marché au sens de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

Lorsque la réalisation de ces prestations sera devenue nécessaire, des prix nouveaux pourront être insérés dans le contrat. La fixation de ces prix nouveau sera effectuée conjointement entre les parties/

Toutefois, lorsque les modifications envisagées peuvent être réglées en tout ou partie par des prix unitaires ou forfaitaires figurant au BPUF, ces prix sont utilisés pour fixer le prix des modifications.

Pour chaque lot, le montant maximum de modification pouvant être mises en œuvre est de 25% du montant total notifié du DQE.

#### Champ d'application :

Les contrats pourront être modifiés dans le cas où l'un des événements suivants aurait un impact sur le chantier de nature à entraîner une modification de programme :

- Demande modificative et/ou complémentaire d'autres travaux, opérations ou projets à proximité du chantier (concessionnaires, promoteurs, etc) soit un ajout du programme de travaux ;
- Prise d'emprise travaux retardée suite à une libération tardive d'un tiers (concessionnaire, promoteur, etc) ;
- Demande de mise à disposition anticipée suite à une demande d'un tiers (concessionnaire, promoteur, etc) ;
- Toutes modifications de phasage et planning engendrées par des retards de tiers ;
- Demande modificative, complémentaire d'un futur gestionnaire (collectivité, etc) ;
- Décision du gestionnaire de voirie particulière établissant de nouvelles contraintes exceptionnelles et prolongées de circulation.

#### Nature des modifications envisagées :

Les évènements listés peuvent entraîner 4 types d'impact :

- Reprise des études d'exécution ;
- Modification et adaptation du calendrier des fournitures et approvisionnements ;
- Adaptation du planning détaillé d'exécution et du carnet de phasage ;
- Réalisation de travaux provisoires

En conséquence, l'acheteur s'autorise à modifier le contrat pour tenir compte des incidences de l'exécution technique des travaux, des délais de l'opération et du calendrier détaillé d'exécution résultant directement de la réduction du délai imparti pour exécuter lesdits travaux.

Il est précisé que seul le maître d'ouvrage a le pouvoir de décider si les modifications de délais d'exécution présentent des incidences techniques et financières sur l'exécution des travaux objet du contrat. A l'inverse, il est expressément indiqué qu'un Titulaire ne peut en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou demande de prolongation des délais contractuels d'exécution, la décision de mettre en œuvre la clause de réexamen n'appartenant qu'au maître d'ouvrage, sur avis du maître d'œuvre.

#### Définition des conditions de mise en œuvre :

En vue du réexamen des conditions administratives, techniques et financières de ce contrat pour ce motif, le Titulaire, sur demande du maître d'ouvrage, produit un mémoire informatif de l'impact technique et financier de l'évènement sur l'exécution de son contrat sous 15 jours calendaires suivant la demande du maître d'ouvrage. Ce mémoire fonde l'exposé des motifs de la modification à passer dans le cadre de l'application de la clause de réexamen. Le montant de la modification proposée dans le mémoire utilise, les prix du BPUF. En cas d'impossibilité d'utiliser en tout ou partie ces prix, le mémoire expose la justification des prix proposés pour la modification.

La mise en œuvre de la présente clause de réexamen donne lieu à la conclusion d'un avenant signé entre les parties.

### **21.3 Solution technique innovante**

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

### **21.4 Cession du contrat**

Pour chaque contrat, le Titulaire unique pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après agrément préalable l'acheteur, en cas de cession de contrat dans les cas prévus par l'article R.2194-6 du Code de la commande publique.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles du contrat.

## 21.5 Défaillance du membre d'un groupement

En cas de défaillance du membre d'un groupement, et après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du maître d'ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.
- dans le cadre d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- Dans le cas du groupement solidaire : le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement.
- Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité :
  - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement ;
  - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

## 21.6 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Les modalités de substitution précisées à l'article 20.4 ci-avant s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

## 21.7 Réalisation de prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

# 22 RESILIATION DES CONTRATS

---

## 22.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de **l'article 50.4 du CCAG/Travaux et par dérogation à cet article**, aucune indemnité de résiliation ne sera versée au Titulaire à l'exception de la part des frais et investissements éventuellement engagés et strictement nécessaires à son exécution et qui n'aurait pas été pris en compte dans le montant des prestations payées.

## **22.2 Résiliation pour faute du titulaire**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.3.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

## **22.3 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Pour l'application de cet article, chaque contrat est conclu à titre non exclusif.

Les dispositions de l'article 52 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur. Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution. L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

S'il n'est pas possible au Maître d'ouvrage de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du contrat, il peut y substituer des prestations équivalentes.

## **23 PROPRIETE INTELLECTUELLE**

---

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

## **24 REGLEMENT DES DIFFEREND ET DES LITIGES**

---

### **24.1 Règlement des différends**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de 30 jours pour répondre lorsque la réclamation porte sur le DGD, d'un délai deux mois pour les autres sujets.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).



## 24.2 Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal judiciaire d'Evry  
9 Rue des Mazières  
91000 Évry-Courcouronnes

Courriel : [tj1-evry@justice.fr](mailto:tj1-evry@justice.fr)

Télécopie : 01 60 76 78 00

Site internet : [www.cours-appel.justice.fr/paris/tribunal-judiciaire-devry](http://www.cours-appel.justice.fr/paris/tribunal-judiciaire-devry)

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier

### Déroptions au CCAG Travaux :

**Par dérogation aux articles 1<sup>er</sup> et 51 du CCAG/Travaux**, les dérogations aux dispositions du CCAG/Travaux ne sont pas récapitulées dans le dernier article du présent CCAP mais sont indiquées expressément au fil de la lecture de celui-ci.



#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)